



Chapitre P-37

LOI SUR LA PROTECTION DES ARBRES

Dommmages aux arbres.
Dommmages exemplaires.

1. Nonobstant une loi générale ou spéciale l'y autorisant, toute personne ou toute corporation constituée au Québec ou ailleurs par une autorité quelconque, qui détruit ou endommage, totalement ou partiellement, un arbre, arbuste ou arbrisseau, ou un taillis, en quelque endroit qu'il croisse, sans en avoir obtenu, sur requête à cet effet signifiée aux intéressés, l'autorisation du ministre des terres et forêts, à moins qu'un consentement n'ait été préalablement donné par le propriétaire de tel arbre, arbuste, arbrisseau ou taillis, est tenue de payer au propriétaire de tel arbre, arbuste, arbrisseau ou taillis, en sus des dommages réels, des dommages exemplaires d'un montant n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque arbre, arbuste, arbrisseau ou taillis ainsi détruit ou endommagé, totalement ou partiellement.

Restriction.

Néanmoins, cet article ne s'appliquera pas aux cas où tels arbres ou arbustes viennent accidentellement en contact avec les fils ou appareils d'une utilité publique de manière à mettre la vie ou la propriété en danger ou à interrompre le service, ni dans les cas tombant sous le coup de l'article 529 du Code civil.

Au cas d'un distributeur.

Lorsque la personne ou la corporation qui requiert cette autorisation est un distributeur au sens du paragraphe c de l'article 1 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (chapitre R-6), la requête doit être présentée à la Régie de l'électricité et du gaz, qui, dans ce cas, a juridiction exclusive en la matière.

S. R. 1964, c. 95, a. 1; 1973, c. 38, a. 101.

Recouvrement des
dommmages.

2. Les sommes représentant les dommages réels ou exemplaires, ou les deux, réclamés sous l'autorité de l'article 1, sont recouvrables devant la Cour provinciale ou la Cour supérieure, selon le montant réclamé.

S. R. 1964, c. 95, a. 2; 1965 (1^{re} sess.), c. 17, a. 2.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 95 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-37 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 95

Chapitre P-37

**LOI DE LA PROTEC-
TION DES ARBRES**

**LOI SUR LA PROTEC-
TION DES ARBRES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 2	1 - 2	
3		Abrogé 1965 (1 ^{re} sess.), c. 80, a. 1

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

